

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service Environnement

Unité Eau

Affaire suivie par : Elric PESCHELOCHE

elric.pescheloch@meuse.gouv.fr

Tél. : 03 29 79 93 77

Bar-le-Duc, le 29 AOÛT 2018

Ref : 2018-00190

Lettre recommandée avec AR
2C 13A 439 7932 8



Monsieur le Président,

Suite aux différents échanges avec mes services, je vous transmets l'arrêté prescrivant une étude préalable à la mise en conformité du seuil de prise d'eau de la Communauté d'Agglomération de LONGWY sur la Chiers dans la commune de MONTMEDY au titre des articles L.214-17 et L.214-18 du code de l'environnement.

Mes services restent à votre disposition pour vous accompagner sur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

La Préfète de la Meuse

Muriel NGUYEN

PJ : Arrêté

Monsieur le Président
Communauté d'agglomération de LONGWY
2 rue Lexy
CS 11432 REHON
54414 LONGWY CEDEX

Affaire suivie par Mme MUJA

PRÉFET DE LA MEUSE

Direction Départementale
des Territoires
Unité Eau

ARRÊTÉ

N°2018 - 6476 du 29 AOÛT 2018

**prescrivant une étude préalable à la mise en conformité de la prise d'eau
de la Communauté d'agglomération de LONGWY sur la commune de MONTMEDY
au titre des articles L.214-17 et L.214-18 du code de l'environnement**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 214-3, L. 214-17, L.214-18 et R. 214-39,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin RHIN-MEUSE pour la période 2016-2021 ;

VU le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 ;

VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté du 28 décembre 2012, publié le 1er janvier 2013, établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement sur le bassin RHIN-MEUSE,

VU l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1965 déterminant les conditions auxquelles est subordonné l'établissement d'une retenue et d'une prise d'eau dans la Chiers dans le cadre de l'adduction d'eau à LONGWY.

VU la circulaire du 21 octobre 2009 relative à la mise en œuvre du relèvement au 1^{er} janvier 2014 des débits réservés des ouvrages existants,

VU la circulaire du 5 juillet 2011 relative à l'application de l'article L.214-18 du code de l'environnement sur les débits réservés à maintenir en cours d'eau,

VU le document technique d'accompagnement du classement des cours d'eau au titre du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement pour le bassin RHIN-MEUSE,

VU l'absence de dépôt, par la Communauté d'Agglomération de LONGWY, propriétaire de l'ouvrage et pétitionnaire, de dossier présentant les modalités de gestion, d'entretien et d'équipement de sa prise d'eau visant à assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs ;

VU le courrier adressé à la Communauté d'Agglomération de LONGWY, le 06/07/2018, dans le cadre de la procédure contradictoire, l'invitant à faire part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral portant prescription d'une étude préalable à la mise en conformité de l'ouvrage ;

VU les observations formulées transmises par le pétitionnaire en date du 06/08/2018 ;

Considérant qu'il revenait au pétitionnaire de déposer, avant le 1^{er} janvier 2018, un dossier présentant les modalités de gestion, d'entretien et d'équipement de sa prise d'eau visant à assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs ;

Considérant que tout ouvrage dans le lit d'un cours d'eau doit comporter un dispositif maintenant dans ce lit un débit réservé minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

Article 1 : Objet

Le pétitionnaire est tenu de transmettre au service en charge de la police de l'eau à la direction départementale des territoires de la Meuse un dossier précisant les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour assurer, au droit de son ouvrage sur le cours d'eau la Chiers et référencé sous le n°5879 dans le référentiel des obstacles à l'écoulement :

- le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs,
- le maintien dans ce lit d'un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Article 2 : Délais

Le pétitionnaire transmettra le dossier mentionné à l'article 1 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Espèces cibles pour la circulation des poissons

Pour l'application du présent arrêté, les espèces cibles considérées sont à minima celles présentées dans le document technique d'accompagnement du classement des cours d'eau à savoir : la truite fario, la vandoise, le brochet, l'anguille, l'ombre et le spirilin.

La liste des espèces cibles pourra être complétée au regard de l'évolution des connaissances sur le site, et notamment des données acquises dans le cadre des études réalisées pour l'application du présent arrêté.

Article 4 : Contenu du dossier

Le dossier mentionné à l'article 1 comprend :

- au titre du transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs :
 - un diagnostic de l'impact de l'ouvrage sur le franchissement de l'obstacle à la montaison établi à partir de la description des paramètres géométriques et hydrauliques de l'obstacle et des capacités de franchissement des espèces cibles,
 - un diagnostic de l'impact de l'aménagement existant sur la continuité piscicole à la dévalaison et le transport sédimentaire,
 - le cas échéant, un diagnostic de la fonctionnalité du dispositif de franchissement existant à la montaison,
- au titre du maintien dans le lit du cours d'eau d'un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux en cas de prélèvement, une étude déterminant le débit minimum biologique.

Conformément à la circulaire du 21 octobre 2009 relative à la mise en œuvre du relèvement au 1^{er} janvier 2014 des débits réservés des ouvrages existants, ce débit minimum biologique peut être fixé à la valeur plancher du dixième du module du cours d'eau au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années.

Article 5 : Proposition d'aménagements

S'il apparaît nécessaire, au regard des pièces mentionnées à l'article 4, de mettre en œuvre des mesures pour corriger l'impact des ouvrages sur la continuité écologique ou le maintien dans le lit du cours d'eau d'un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux, le dossier précise notamment :

- les aménagements, dispositifs ou les modalités de gestion proposés,
- les mesures prévues pour assurer le transport sédimentaire, ainsi que le protocole prévu, notamment les périodes, le débit minimal entrant à partir duquel ces mesures sont réalisées et la durée.

Ce dossier comprend une analyse des incidences du projet ainsi qu'un plan des ouvrages, des installations en rivière et des dispositifs assurant la circulation des poissons ou le maintien dans le lit du cours d'eau d'un débit minimal détaillé au niveau « avant-projet » avec toutes les cotes rattachées au nivellement général de la France (NGF).

Le dossier doit présenter tous les éléments nécessaires au contrôle de la conception des dispositifs, notamment pour les ouvrages de montaison le débit transitant, les dénivelés, l'énergie dissipée et les vitesses d'écoulement. Il comporte également les notes de calcul, un plan d'implantation, un profil en long du dispositif, sa géométrie, les espèces prises en compte et leur période de migration, la gamme des débits de fonctionnement et les variations des cotes amont et aval en fonction du débit du cours d'eau ainsi que le débit d'attrait. La répartition des débits entre les différents organes de l'ouvrage doit être précisée.

Article 6 : Suivi et entretien des dispositifs

Un fascicule pratique de détection des dysfonctionnements et d'entretien des dispositifs est joint au dossier mentionné à l'article 1.

Article 7 : Demande de compléments ou de modifications

Des compléments ou des modifications de dossier peuvent, si cela s'avère nécessaire, être demandés par le service en charge de la police de l'eau. Ces éléments devront être transmis dans un délai de deux mois à compter de la demande. Ce délai peut être prolongé par le service de police de l'eau si la nature des éléments demandés le justifient.

Article 8 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Il sera également :

- mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Meuse pendant une durée d'au moins 6 mois,
- affiché en mairie de MONTMEDY dès réception et pendant un délai minimum d'un mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de NANCY – 5 place carrière – case officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers dans un délai de 4 mois à compter de l'affichage en mairie ou, si cette dernière est postérieure, de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Meuse.

Dans le même délai de 2 mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 10 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, le Président de la Communauté d'Agglomération de LONGWY, le Maire de la commune de MONTMEDY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le **29 AOÛT 2018**

La Préfète de la Meuse



Muriel NGUYEN